

# Point de conjoncture

7 septembre 2023



En France, le printemps a été marqué par un ralentissement des prix à la consommation et par une activité économique plus dynamique que prévue, sans doute au-dessus de sa tendance de fond. L'emploi a quant à lui décéléré.

D'ici la fin de l'année 2023, le reflux du glissement annuel des prix à la consommation se poursuivrait mais serait toutefois moins rapide qu'en mai-juin dernier, la contribution de l'énergie redevenant positive. L'inflation d'ensemble tout comme l'inflation sous-jacente se situeraient encore un peu au-dessus de +4 % sur un an en décembre.

Dans un environnement international qui semble relativement peu porteur, et malgré un léger rebond attendu de la consommation des ménages, l'activité économique ralentirait en France au second semestre 2023. Le rythme de croissance serait de l'ordre de +0,1 % à +0,2 % par trimestre (après +0,5 % au deuxième trimestre), portant la croissance annuelle à +0,9 % en 2023. Fin 2023, l'« acquis » de croissance pour 2024 serait modeste.

## Le moral des chefs d'entreprise fléchit et la confiance des ménages dans la situation économique peine à se redresser

À la mi-2023, les grandes économies mondiales évoluent en ordre dispersé. Aux États-Unis, la relative résilience de l'activité économique et notamment du marché du travail ne laisse pas entrevoir à court terme de baisse des taux d'intérêt. L'économie chinoise ralentit quant à elle nettement, avec des effets potentiellement ambivalents sur le reste du monde : ce ralentissement peut tout à la fois peser sur les exportations des autres pays mais aussi atténuer les tensions sur les approvisionnements.

Les économies européennes continuent de faire face tout à la fois à une inflation élevée (même si le reflux est amorcé) et aux conséquences des resserrements monétaires décidés par

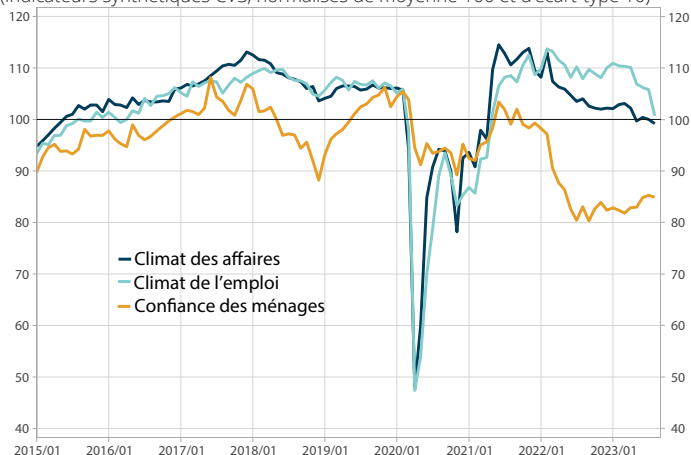
les banques centrales pour la juguler. Dans ce contexte, les enquêtes de conjoncture auprès des entreprises européennes suggèrent un ralentissement de l'activité, dans l'industrie comme dans les services, notamment en Allemagne.

En France, le climat des affaires est ainsi passé en août 2023 juste au-dessous de sa moyenne de longue période, et ce pour la première fois depuis avril 2021 (► **figure 1**). Le climat de l'emploi s'est également dégradé, revenant presque à sa moyenne. Quant aux ménages, leur confiance dans la situation économique demeure dégradée même si elle s'est très légèrement améliorée avec le ralentissement des prix à la consommation.

S'agissant des prix de vente anticipés par les entreprises, les enquêtes de conjoncture montrent que l'atténuation des tensions inflationnistes se transmet, avec plusieurs mois de décalage, de l'industrie au commerce de détail (► **figure 2**).

### ► 1. Climat des affaires, climat de l'emploi et confiance des ménages en France

(indicateurs synthétiques CVS, normalisés de moyenne 100 et d'écart-type 10)



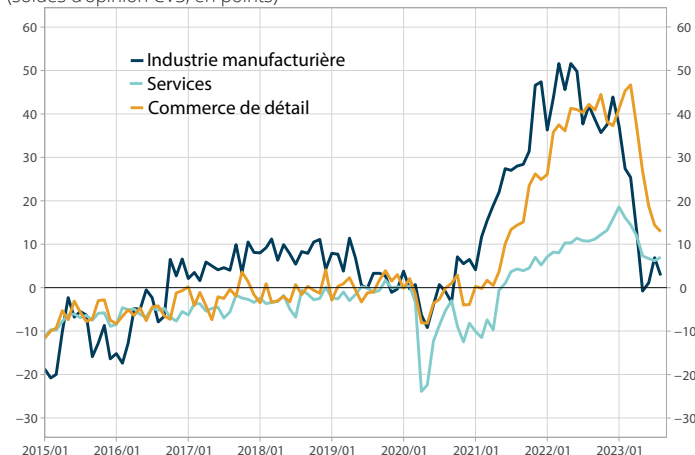
Dernier point : août 2023.

Note : ces séries sont plus longues que ce qui figure sur ce graphique.

Source : enquêtes de conjoncture auprès des entreprises et des ménages, Insee.

### ► 2. Soldes d'opinion sur l'évolution des prix de vente au cours des 3 prochains mois

(soldes d'opinion CVS, en points)



Dernier point : août 2023.

Source : enquêtes mensuelles de conjoncture auprès des entreprises, Insee.

## L'inflation continuerait de refluer d'ici la fin de l'année, mais plus lentement qu'au printemps

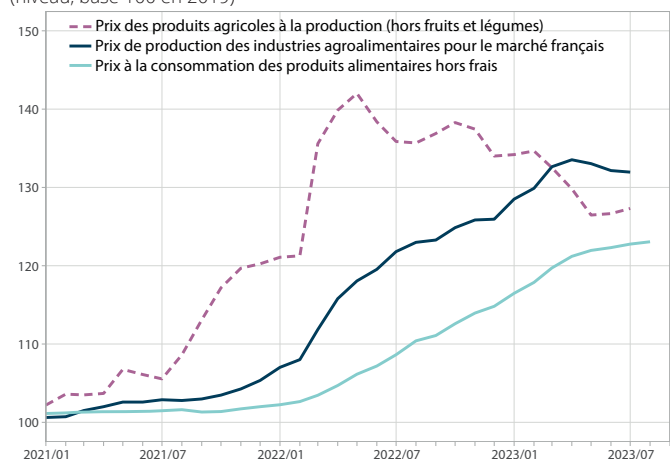
En août 2023, l'inflation sous-jacente a continué de diminuer, mais la composante volatile de l'inflation a quant à elle rebondi, entraînant l'inflation d'ensemble (+4,8 % sur un an après +4,3 % en juillet). Ce rebond est directement lié à la hausse des cours du pétrole et à l'augmentation de 10 % au 1<sup>er</sup> août des tarifs réglementés de l'électricité. L'impact de cette revalorisation tarifaire sur le glissement annuel des prix à la consommation est ainsi évalué à environ 0,2 point de pourcentage.

Sous l'hypothèse d'un baril de Brent à 79 € jusqu'à la fin de l'année, la composante énergétique de l'inflation resterait positive, par « effet de base » : en effet, l'automne dernier, les cours du pétrole étaient élevés mais la « remise à la pompe » atténuait les prix des carburants. Par ailleurs, en décembre 2022, les cours avaient fortement baissé.

Sauf nouveau choc sur les cours mondiaux, ces fluctuations des prix de l'énergie ne remettraient pas en

### ► 3. Évolution des prix le long de la chaîne de production des produits alimentaires

(niveau, base 100 en 2019)

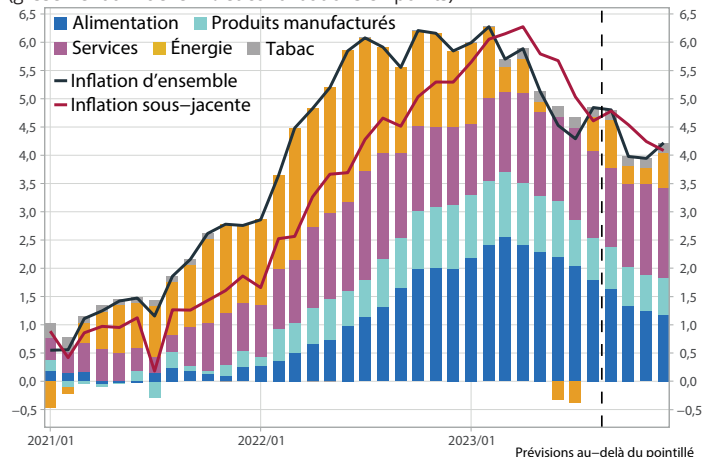


**Dernier point :** juillet 2023 pour les prix des produits agricoles à la production et les prix de production des industries agroalimentaires, août 2023 pour les prix à la consommation.

**Source :** indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP), indice des prix de production de l'industrie (IPLI), indice des prix à la consommation (IPC), Insee.

### ► 5. Inflation d'ensemble et contributions par poste

(glissement annuel en % et contributions en points)



**Note :** pour août 2023, l'inflation d'ensemble constitue une estimation provisoire.

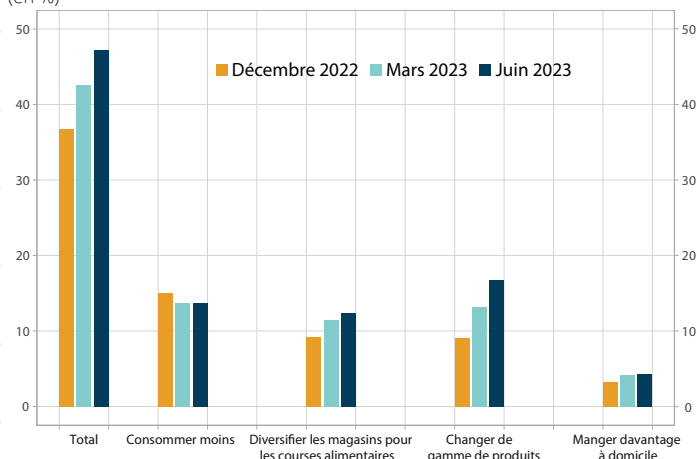
**Lecture :** en août 2023, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 4,8 % sur un an, selon l'estimation provisoire. L'alimentation y contribuerait pour 1,8 point.

**Source :** Insee.

cause le ralentissement prévu des prix alimentaires. Les prix en amont ont en effet amorcé leur baisse depuis plusieurs mois, qu'il s'agisse des prix agricoles à la production, qui diminuent depuis la mi-2022, ou des prix à la production des industries agroalimentaires, qui se replient légèrement depuis le printemps 2023 (► **figure 3**). Ces prix restent toutefois nettement au-dessus de leur niveau de début 2021, de sorte qu'à l'horizon de la fin de l'année, les prix à la consommation de l'alimentation ralentiraient mais sans toutefois baisser en moyenne à ce stade. Les évolutions peuvent néanmoins être contrastées entre les différents produits. L'indice des prix alimentaires augmenterait de l'ordre de 0,1 % par mois jusqu'à la fin de l'année (contre +1,7 % par mois début 2023). Son glissement annuel serait de +7,2 % en décembre 2023 (contre +15,9 % en mars).

Les prix à la consommation des produits manufacturés ralentiraient également un peu sur un an, tandis que la contribution des services à l'inflation se maintiendrait. Au total, en décembre 2023, l'inflation d'ensemble s'élèverait à +4,2 % sur un an (► **figures 5 et 6**). L'inflation sous-jacente

### ► 4. Part des ménages déclarant avoir changé leurs habitudes de consommation alimentaire du fait de l'inflation, et principaux types d'adaptation mis en place



**Lecture :** en juin 2023, 47 % des ménages déclaraient avoir changé leurs habitudes de consommation alimentaire depuis un an du fait de l'inflation. 17 % des ménages déclaraient notamment s'adapter en changeant de gamme de produits.

**Champ :** ménages vivant en logement ordinaire en France métropolitaine.

**Source :** enquête de conjoncture auprès des ménages, Insee.

### ► 6. Inflation d'ensemble passée et prévue

(glissement annuel en % de l'indice des prix à la consommation)

| Regroupements IPC* (pondérations 2023) | Juil. 2023 | Août 2023  | Sept. 2023 | Oct. 2023  | Nov. 2023  | Déc. 2023  | Moyenne annuelle 2023 |
|--|------------|------------|------------|------------|------------|------------|-----------------------|
| Alimentation (16,2 %)                  | 12,7       | 11,1       | 10,0       | 8,2        | 7,6        | 7,2        | 11,9                  |
| Tabac (1,9 %)                          | 9,8        | 9,9        | 9,8        | 9,8        | 9,8        | 9,8        | 8,0                   |
| Produits manufacturés (23,2 %)         | 3,4        | 3,1        | 3,1        | 2,9        | 2,8        | 2,8        | 3,8                   |
| Énergie (8,6 %)                        | -3,7       | 6,8        | 9,7        | 3,8        | 3,5        | 7,3        | 5,5                   |
| Services (50,1 %)                      | 3,1        | 2,9        | 2,8        | 3,0        | 3,2        | 3,2        | 3,0                   |
| <b>Ensemble (100 %)</b>                | <b>4,3</b> | <b>4,8</b> | <b>4,8</b> | <b>4,0</b> | <b>3,9</b> | <b>4,2</b> | <b>5,0</b>            |
| <b>Ensemble sous-jacent (60,6 %)</b>   | <b>5,0</b> | <b>4,6</b> | <b>4,8</b> | <b>4,5</b> | <b>4,2</b> | <b>4,1</b> | <b>5,2</b>            |

\* Estimation provisoire (bleu clair) / Prévision (bleu foncé).

\* Indice des prix à la consommation (IPC).

**Source :** Insee.

en serait proche (+4,1 % sur un an). En moyenne annuelle, l'inflation serait de +5,0 % en 2023 (et +5,2 % pour l'inflation sous-jacente).

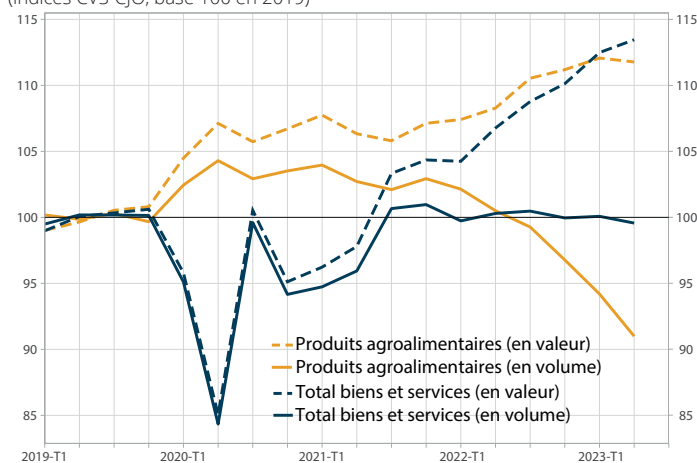
### La consommation des ménages rebondirait légèrement au second semestre 2023, mais l'investissement des entreprises pourrait marquer le pas

La consommation totale des ménages, mesurée en volume, se situe depuis le début de l'année 2022 à peu près à son niveau moyen de l'année 2019. Les dépenses de consommation des ménages ont pourtant progressé en valeur : au deuxième trimestre 2023, elles se situaient 13 % au-dessus de leur niveau de 2019. Mais la forte inflation explique l'écart entre les progressions en volume et en valeur (► **figure 7**). Cet écart est encore plus marqué s'agissant de la seule consommation de produits agroalimentaires, dont les prix ont vivement augmenté : au deuxième trimestre 2023, la consommation de produits agroalimentaires exprimée en volume se situait 9 % sous son niveau de 2019 alors que les dépenses correspondantes en valeur étaient 12 % plus élevées qu'en 2019.

Cette diminution de la consommation alimentaire en volume, telle qu'elle est mesurée dans les comptes nationaux, peut refléter plusieurs types d'évolutions des comportements : il peut s'agir de baisses effectives des quantités consommées mais aussi de changements dans la qualité des produits achetés. L'enquête de conjoncture de l'Insee auprès des ménages fournit quelques indications à ce sujet. En juin 2023, 47 % des ménages déclarent ainsi avoir changé leurs habitudes de consommation alimentaire depuis un an du fait de l'inflation, une proportion en hausse de 10 points depuis décembre 2022 (► **figure 4**). Plus précisément, 14 % des ménages ont surtout consommé moins, une part quasi stable depuis la fin 2022. La part de ménages déclarant changer de gammes de produits a quant à elle quasi doublé (17 % en juin 2023 contre 9 % en décembre 2022). Celle des ménages déclarant diversifier les magasins pour les courses alimentaires a également progressé (12 % en juin 2023 après 9 % fin 2022). Enfin, la proportion de ménages qui déclarent manger davantage à domicile est plus faible (4 %).

### ► 7. Consommation des ménages, en valeur et en volume (données trimestrielles)

(indices CVS-CJO, base 100 en 2019)



Dernier point : T2 2023.

Source : comptes nationaux trimestriels, Insee.

7 septembre 2023

Dans un contexte de ralentissement des prix alimentaires, les données mensuelles sur la consommation des ménages en biens suggèrent toutefois un léger rebond au troisième trimestre 2023 (► **figure 8**). Le climat des affaires dans le commerce de détail (y compris commerce et réparation d'automobiles) est d'ailleurs repassé en juin au-dessus de sa moyenne de longue période. Néanmoins, dans le même temps, l'enquête de conjoncture auprès des ménages indique une propension à épargner qui reste élevée. Le taux d'épargne des ménages s'est d'ailleurs élevé au printemps à 18,8 %, soit presque 4 points au-dessus de son niveau de 2019.

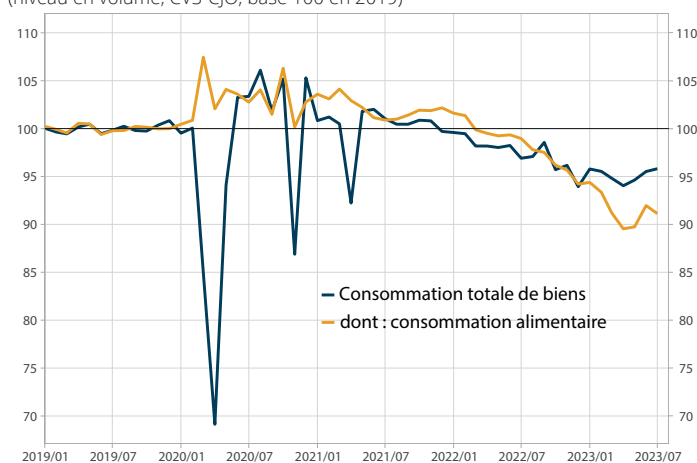
La demande intérieure (hors stocks) pourrait donc légèrement soutenir l'activité au second semestre, mais ce serait du fait de la consommation et non de l'investissement. Le contexte de taux d'intérêt élevés pèserait en effet sur l'investissement des entreprises comme des ménages. Enfin, la demande mondiale adressée à la France resterait relativement peu dynamique et les exportations pourraient ralentir après leur rebond en partie ponctuel du printemps.

### La production industrielle entre rattrapage et essoufflement

Les situations conjoncturelles des différentes branches d'activité restent relativement contrastées. Au deuxième trimestre 2023, plusieurs branches industrielles ont bénéficié d'effets de rattrapage, après avoir été pénalisées par des problèmes d'offre au cours de l'année 2022 (► **figure 9**). C'est le cas, par exemple, de l'industrie automobile où les difficultés d'approvisionnement en composants électroniques sont désormais moindres. La production électrique a aussi rebondi, avec la remise en service de réacteurs nucléaires arrêtés pour maintenance. Dans les branches très énérgo-intensives, comme la chimie, la situation s'est stabilisée voire s'est légèrement redressée dans un contexte de moindres tensions sur les cours du gaz et de l'électricité. Ces effets de rattrapage pourraient se poursuivre au second semestre mais seraient de moindre ampleur.

### ► 8. Consommation mensuelle des ménages en biens (en volume)

(niveau en volume, CVS-CJO, base 100 en 2019)



Dernier point : juillet 2023.

Source : Insee.

Tandis que certaines difficultés d'offre ont diminué, les entreprises industrielles sont, au fil des mois, un peu plus nombreuses à déclarer faire face à des difficultés de demande. C'est par exemple le cas de la fabrication de biens d'équipements, dont l'activité, qui alimente en partie l'investissement des entreprises, pourrait ralentir. Par ailleurs, dans la construction de logements neufs, les perspectives restent orientées à la baisse (► **figure 10**). Enfin, la production de services continuerait de croître mais en décélérant.

### La croissance resterait positive au second semestre 2023, mais avec peu de ressort

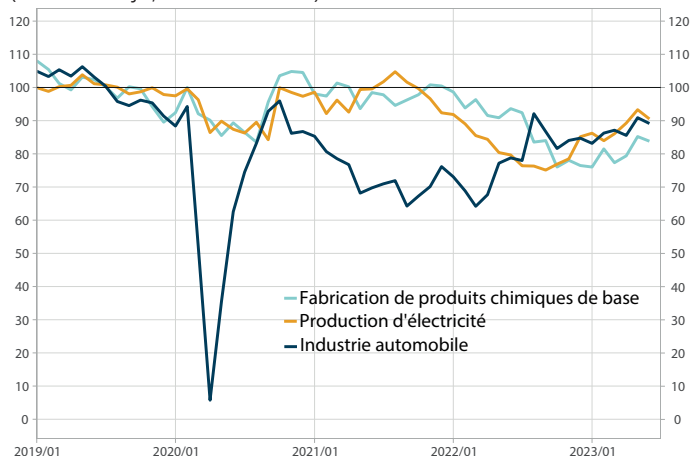
Au total, le ralentissement des prix, en amont (cours des matières premières et de l'énergie) comme en aval (prix à la consommation), est susceptible d'apporter un peu d'air à certaines entreprises ainsi qu'aux consommateurs. Les termes de l'échange se sont ainsi nettement améliorés au printemps. Mais l'inflation reste tout de même élevée et le haut niveau des taux d'intérêt pourrait peser davantage sur l'investissement.

Les données d'enquêtes suggèrent pour le second semestre une croissance positive mais sans beaucoup de ressort. Le PIB français croîtrait ainsi de 0,1 % au troisième trimestre 2023 puis de 0,2 % au quatrième. En moyenne annuelle, la croissance s'élèverait à +0,9 % en 2023 (► **figure 11**). La révision à la hausse de cette prévision annuelle s'explique essentiellement par le dynamisme du deuxième trimestre, meilleur qu'attendu. L'« acquis » de croissance pour 2024 (c'est-à-dire la croissance annuelle cette année-là si le PIB trimestriel restait chaque trimestre au niveau prévu pour la fin 2023) serait relativement modeste (+0,3 %).

Les aléas susceptibles d'affecter cette prévision sont bien sûr nombreux, qu'il s'agisse par exemple de la vitesse de transmission du resserrement monétaire à l'économie réelle, d'éventuels nouveaux chocs sur les cours internationaux de l'énergie ou des matières premières, ou encore de l'issue des négociations commerciales en France entre producteurs et distributeurs. ●

### ► 9. Indices mensuels de la production de quelques branches industrielles récemment affectées par des contraintes d'offre et en cours de rattrapage

(indices CVS-CJO, base 100 en 2019)

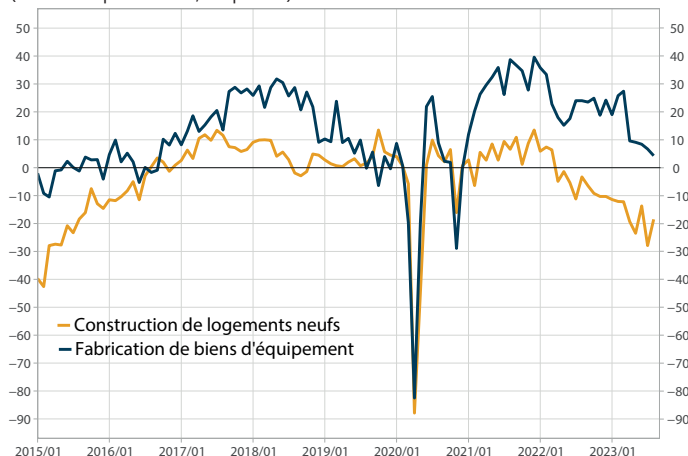


Dernier point : juin 2023.

Source : indice de la production industrielle, Insee.

### ► 10. Soldes d'opinion sur les perspectives personnelles de production au cours des 3 prochains mois dans quelques branches récemment affectées par des difficultés de demande

(soldes d'opinion CVS, en points)



Dernier point : août 2023.

Source : enquêtes mensuelles de conjoncture dans l'industrie et le bâtiment, Insee.

### ► 11. Activité économique (PIB) passée et prévue

(variations trimestrielles et annuelles en %)

|                                     | 2022 |     |     |     | 2023 |     |     |     | 2022 | 2023 | Acquis 2024 |
|-------------------------------------|------|-----|-----|-----|------|-----|-----|-----|------|------|-------------|
|                                     | T1   | T2  | T3  | T4  | T1   | T2  | T3  | T4  |      |      |             |
| <b>Produit intérieur brut (PIB)</b> | -0,1 | 0,4 | 0,3 | 0,1 | 0,0  | 0,5 | 0,1 | 0,2 | 2,5  | 0,9  | 0,3         |

■ Prévus.

**Lecture :** au deuxième trimestre 2023, le PIB a progressé de 0,5 %. Il augmenterait de 0,1 % au troisième trimestre et de 0,2 % au dernier trimestre 2023. Sa croissance annuelle serait de +0,9 % en 2023, après +2,5 % en 2022.

Source : Insee.

Rédaction achevée le 6 septembre 2023

Direction générale :  
88 avenue Verdier  
92541 Montrouge Cedex

Directeur de la publication :  
Jean-Luc Tavernier

Rédaction en chef :  
J. Pouget,  
O. Simon

Rédaction :  
département de la  
Conjoncture

Composition graphique  
et mise en page :  
C. Carré  
J.-P. Catan  
S. Clément  
J. Lebrun

@InseeFr  
www.insee.fr

PTC2309  
ISSN 2726-6176  
ISBN 9782111624030  
© Insee 2023

Reproduction partielle autorisée  
sous réserve de la mention de la  
source et de l'auteur

